

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

FIBREZ SANS FRAIS

EN AVRIL L'INSTALLATION ET LA BOX FIBRE SONT A 0 FCFA

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'essai : 30 FCFA. *Tous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.




Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

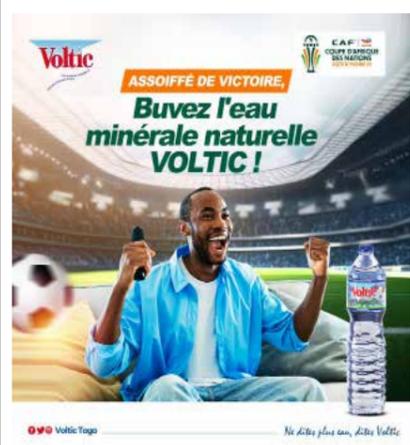
ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

Voltic

ASSOIFFÉ DE VICTOIRE,
Buvez l'eau minérale naturelle VOLTIC!



CAF CUP D'OR AFRIQUE DES NATIONS

Ne dites plus non, dites Voltic.

FINANCE

Hausse de plus de 6,5% de l'encours des crédits octroyés par les SFD du Togo en fin décembre 2023

Page 3



BVMAC

Socapalm compte distribuer 12 milliards FCFA à ses actionnaires pour le compte de l'exercice 2023

P.6

FONDS DES PROGRAMMES DE SANTÉ DE LA CEDEAO

Mise en place d'un comité de gestion

Page 4

DEUXIÈME ÉDITION DU CRUNCH TIME

Une initiative dédiée à l'innovation technologique



Page 2

BRVM INVESTMENT DAYS 2024
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

7 - 8 May 2024

JSE, Johannesburg

www.brvminvestmentdays.com

Deuxième édition du Crunch time

Une initiative dédiée à l'innovation technologique

Depuis le lundi 22 avril 2024, l'université de Lomé abrite la deuxième édition du Crunch time, un événement dédié à l'innovation technologique. Organisé par l'Ecole Polytechnique de Lomé (EPL), l'évènement rassemble les étudiants, les ingénieurs, les innovateurs et les entreprises dix-sept défis identifiés par les entreprises de la place qu'ils s'évertueront à convertir en opportunités.

Anissatou AFFO
(Stagiaire)

Après une première édition qui a connu une réussite totale, il s'est ouverte à l'université de Lomé, la deuxième édition de l'innovation crunch time 2024 qui se déroule du lundi 22 au vendredi 26 avril 2024. Sous la présence du prof Kondo Hloindo ADJALLAH, Directeur de l'Ecole Polytechnique de l'université de Lomé, et du Prof Koffi Joseph Tsigbé, représentant le président de l'université de Lomé, l'évènement enregistre la participation de 122 étudiants engagés à relever une vingtaine de défis en vue d'aider des entreprises de la place.

S'inspirant du modèle de l'Université Technologie de Belfort Montbéliard, Crunch Time est une initiative pédagogique qui crée une passerelle entre les entreprises partenaires et l'EPL. Ainsi cet



événement a pour objectif de mobiliser les étudiants et étudiantes de tous les parcours d'ingénierie de l'EPL et du CERME (Centre d'Excellence Régional pour la Maîtrise de l'Électricité), sur des défis et les besoins en solutions clairement exprimés par les entreprises partenaires.

Le professeur Joseph Tsigbe, directeur de l'information, des relations extérieures, de la coopération et des prestations

de services (DIRECOOPS), dans son intervention a salué l'initiative de l'EPL avant de souligner : « En exprimant des besoins ou en proposant des sujets qui nécessitent d'amener nos étudiants à tourner leurs méninges pour innover, les entreprises, les collectivités territoriales ou les associations partenaires participent à la formation des ingénieurs de demain. Ils leur offrent une immersion dans le

monde de l'ingénierie, où les défis consistent à trouver des solutions aux problèmes auxquels la société est confrontée, les aidant ainsi à conforter leurs choix professionnels ».

De son côté, le directeur de l'EPL, professeur Kondo Hloindo Adjallah, a encouragé les étudiants à exprimer leur créativité et à utiliser leurs compétences techniques.

« Ici, vous allez travailler à gérer un projet, à concevoir une solution, en évaluant la pertinence et les impacts éventuels sur la société, en utilisant les outils scientifiques, techniques, technologiques et managériaux dont vous disposez. Je vous invite à les utiliser sans modération » a-t-il déclaré.

Notation

Standard & Poor's Rehausse la Notation de Crédit du Bénin à «BB» avec Perspective «Stable»

Dans une annonce, l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a publié un communiqué le 19 Avril 2024, indiquant le rehaussement de la note de crédit du Bénin de «B+» à «BB-», avec une perspective stable. Cette décision place le Bénin deux paliers en dessous de la catégorie «Investissements», au-dessus du Sénégal noté «B+/B», renforçant ainsi sa position parmi les meilleurs crédits d'Afrique subsaharienne, aux côtés de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique du Sud.

Joël JAY

Ce rehaussement est attribué à la gestion efficace de l'économie et à la discipline budgétaire et financière dont le Bénin a fait preuve, malgré l'instabilité régionale. S&P a souligné les progrès réalisés par le pays dans ces domaines, malgré les défis régionaux.

L'agence de notation prévoit des perspectives économiques robustes pour le Bénin jusqu'en 2027. Avec une croissance économique de 6,4% enregistrée en 2023, S&P prévoit une évolution moyenne du PIB autour de ce chiffre entre 2024 et 2027. Cette croissance sera soutenue par les politiques économiques solides et la

mise en œuvre efficace du Programme d'Actions du Gouvernement, notamment l'expansion du port de Cotonou et le développement de la zone économique spéciale Glo Djigbé.

En outre, S&P estime que cette croissance entraînera une augmentation significative du PIB par habitant, qui devrait atteindre 2 100 dol-

lars en 2027, contre 1 550 l'année précédente.

L'agence a également noté une performance budgétaire solide pour l'année 2023, marquée par une augmentation des recettes budgétaires grâce à l'amélioration des performances des administrations fiscales et douanières. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire le déficit budgétaire afin d'atteindre la norme de l'UEMOA, qui est de 3% du PIB d'ici 2025. De plus, S&P prévoit une réduction du taux d'endettement du pays à moins de 50% du

PIB, contre 54,91% en 2023, grâce à la gestion proactive de la dette et au succès de l'émission d'un Eurobond de 750 millions de dollars en février dernier, adossé à une échéance de 14 ans.

Cette réussite démontre la crédibilité du Bénin auprès des bailleurs internationaux et sa capacité à mobiliser des financements novateurs pour atténuer les impacts de la hausse générale des taux d'intérêt sur son économie nationale, selon Standard & Poor's.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Finance

Hausse de plus de 6,5% de l'encours des crédits octroyés par les SFD du Togo en fin décembre 2023

Selon le rapport sur la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'UMOA au titre du dernier trimestre 2023, récemment rendu public par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), il en ressort que l'encours des crédits octroyés par les systèmes financiers décentralisés (SFD) du Togo a augmenté de 22,5 milliards FCFA, soit plus de 6,5% comparé au trimestre précédent.



Bernard AFAWOUBO

Dans les pays de l'Union, l'encours des crédits octroyés par systèmes financiers décentralisés (SFD) a augmenté de 125,3 milliards FCFA soit plus de 5,1% par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2.561,1 milliards

FCFA. En glissement annuel, il est enregistré une progression de 18,0%.

Dans les détails, la hausse trimestrielle des crédits a été observée au Sénégal (+44,4 milliards FCFA, +6,6%), au Bénin (+22,7 milliards FCFA, +9,5%), au Togo (+22,5 milliards FCFA, +6,5%), au Burkina (+21,4 milliards FCFA, +6,2%), en

Côte d'Ivoire (+16,1 milliards FCFA, +2,6%), et dans une moindre mesure, en Guinée-Bissau (+525,0 milles FCFA, +1,1%).

En revanche, une baisse est notée au Niger (-1,2 milliard FCFA, -8,9%) et au Mali (-478,8 millions FCFA, -0,2%). Les crédits accordés par les SFD sont constitués à 51,1% de concours à court

terme. Les prêts à moyen et long-termes représentent respectivement 30,6% et 18,3% du total de l'encours des crédits sur la période sous revue. La clientèle masculine des institutions de microfinance a bénéficié de 51,4% des crédits octroyés, tandis que les femmes et les groupements ont respectivement représenté 20,6% et 28,0% des concours accordés.

Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 141.519 FCFA à fin décembre 2023, en hausse par rapport au trimestre précédent (+3,4%), reflétant une augmentation plus importante de l'encours des crédits (+5,1%) par rapport à celle du nombre des bénéficiaires (+1,7%) au cours de la période sous revue. En glissement annuel, le montant moyen de l'encours des crédits a progressé de 10,2%.

Pour l'ensemble du secteur de la microfinance, l'encours des crédits octroyés au 31 décembre 2023 représente 7,3% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,1% au trimestre précédent.

La qualité du portefeuille de

crédits des SFD s'est améliorée au cours du dernier trimestre 2023, en lien avec la baisse des créances en souffrance (-24,9 milliards FCFA, -13,6%). Il s'est établi à 6,2% contre 7,5% à fin septembre 2023, pour une norme maximale de 3,0%. En décembre 2022, ce taux était estimé à 6,9%.

A fin décembre 2023, 9 institutions de microfinance sont sous administration provisoire, à savoir 1 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 3 au Niger et 2 au Togo. Le nombre de structures sous administration provisoire ressortait à 11 au trimestre précédent.

Au total, la dynamique positive d'évolution des indicateurs d'activités des SFD s'est poursuivie à l'instar des années précédentes. Toutefois, la maîtrise du risque de crédit demeure un des principaux défis pour consolider les acquis.

Les informations sur les systèmes financiers décentralisés (SFD) se fondent sur l'analyse de l'évolution des indicateurs évalués à partir de données estimées.

Taxe Foncière

La TFPB désormais applicable aux immeubles d'habitation secondaires

Au Togo, conformément au code général des impôts, en vigueur depuis cette année, les propriétaires d'immeubles d'habitation secondaires sont tenus de s'acquitter de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB). En vigueur depuis le 1er janvier 2024, cette disposition, a été récemment rappelée par l'Office togolais des recettes (OTR) via un communiqué.

Anissatou AFFO

Dorénavant, quelle que soit la valeur locative et indépendamment de l'identité des occupants ou de leur lien de filiation avec le propriétaire, les maisons d'ha-

bitation secondaires au Togo seront assujetties aux taxes foncières. « L'exonération de la TFPB ne s'applique désormais qu'à l'immeuble d'habitation principale unique sur l'ensemble du territoire togolais », précise l'administration fiscale.

La Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) est un impôt local assis sur les propriétés bâties, y compris les maisons d'habitation, les bâtiments commerciaux et les espaces de bureaux. Elle est calculée à hauteur de 15 %

du revenu net cadastral, qui est déterminé en soustrayant 50 % de la valeur locative annuelle du bien. Cette nouvelle obligation fiscale souligne l'importance pour les propriétaires d'immeubles d'habitation secondaires de se conformer aux dispositions légales en matière d'impôts fonciers.

Selon les autorités, l'objectif d'une telle mesure est de renforcer la collecte des impôts tout en assurant une meilleure gestion des ressources financières pour le développement du pays. L'OTR est ainsi tenue de fournir les directives aux contribuables

sur les modalités de paiement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties et sur toute autre exigence administrative.

La mise en œuvre de cette extension de la taxe foncière aux immeubles d'habitation secondaire marque une étape importante dans la réforme fiscale au Togo. Elle reflète l'engagement du gouvernement envers une fiscalité plus équilibrée et devrait, à terme, contribuer significativement au financement des besoins croissants en services publics du pays.

À vendre

A la Caisse

- Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salon moderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier
- Une villa sur 1280 m2 en

- angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle
- Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

- Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2

- cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une pailote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;
- Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global
- Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Fonds des programmes de santé de la CEDEAO

Mise en place d'un comité de gestion

Le 23 avril 2024, le Comité de pilotage des projets de l'Organisation Ouest Africaine pour la Santé (OOAS) a tenu sa réunion inaugurale à Lomé, la capitale togolaise. Cette rencontre marque la mise en place d'une nouvelle structure par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) visant à assurer une gestion plus efficace des fonds alloués aux pays membres pour les questions de santé.

Joël JAY

Présidé par le représentant-résident de la CEDEAO, ce Comité se réunira régulièrement chaque trimestre, avec la possibilité de tenir des réunions extraordinaires. Sa mission principale est de guider, coordonner et contribuer à la réalisation des objectifs des projets et programmes visant à améliorer les indicateurs de santé des populations. Cette initiative vise à garantir la performance des interventions en réduisant les risques d'échec, en assurant un suivi étroit de l'avancement des activités et en impliquant toutes les par-



ties prenantes dans le processus décisionnel.

M. Baros Bacar Banjai, président du Comité, a souligné l'importance de cette

politique inclusive, qui implique les parties prenantes de chaque Etat membre de la CEDEAO dans la supervision des activités et des struc-

tures bénéficiaires des subventions. Il a également mis en avant le rôle de l'OOAS dans l'accompagnement des Etats membres à travers une assistance technique et financière pour la mise en œuvre

sa, a noté un changement significatif dans la gestion des fonds de santé. Auparavant, les fonds étaient directement versés sur le compte du ministère de la Santé des pays membres, mais avec la création de ce Comité, une plus grande flexibilité est désormais possible. Les fonds initialement alloués à un programme de santé peuvent être réaffectés en fonction des urgences et des priorités, dans le but ultime d'assurer la santé et le bien-être des populations.

Cette nouvelle approche souligne l'engagement de la CEDEAO envers la transparence et la redevabilité dans la gestion des fonds de santé, renforçant ainsi la confiance des partenaires et des citoyens dans les efforts déployés pour améliorer les conditions de santé en Afrique de l'Ouest.

de programmes axés sur l'amélioration de la santé des populations.

Le point focal de l'OOAS au Togo, M. Wadagni Sos-

Distinction

Afreximbank domine les Bonds, Loans & ESG Capital Markets Awards 2024

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a balayé la scène lors de la récente cérémonie des Bonds, Loans and ESG Capital Markets Africa Awards 2024, remportant six des prix décernés lors de l'événement organisé en Afrique du Sud.

Patience SALLAH

Remis en marge de la conférence le 6 mars, les prix ont récompensé les réalisations exceptionnelles d'Afreximbank en matière de financement, de promotion et de facilitation du commerce et pour son travail élargi visant à faciliter la croissance économique et le développement durables en Afrique.

Afreximbank a été récompensée par le prix « Opération obligataire de l'année pour les institutions financières » pour avoir agi en tant que co-chef de file de la première émission d'euro-obligations senior de 300 millions de dollars par la Mauritius Commercial Bank (MCB), en avril 2023, marquant la première banque



commerciale senior notée Investment Grade obligataire hors d'Afrique ainsi que la première euro-obligation internationale hors de Maurice. La Banque a également remporté le prix « Transaction de financement d'infrastructures de l'année » pour son prêt de 1,76 milliard de dollars américains au gouvernement tanzanien, émis le 30 juin 2023. Le prix de l'opération de

l'année de l'agence de crédit à l'exportation, de l'institution de financement du développement et de l'institution financière internationale a été

décerné à la Banque pour son prêt Samourai de 640 millions de dollars américains émis en juillet 2023, tandis que le prix de l'opération de financement des énergies renouvelables de l'année a été décerné à la Banque pour son prêt de 147 millions d'euros au gouvernement du Cameroun, émis le 7 octobre 2023. Pour le prix de l'opération pétrolière et gazière de l'an-

née, les organisateurs ont récompensé Afreximbank pour son prêt de 1,3 milliard de dollars américains à Sonangol Finance Limited, accordé en août 2023. Le prix final décerné à la banque a été celui d'institution financière chargée de la dette de l'année.

Réagissant aux récompenses, Chandi Mwenebungu, directeur et trésorier du groupe d'Afreximbank, a déclaré : « Ces récompenses représentent une reconnaissance du travail stratégique de notre banque sur les marchés financiers africains et constituent une opportunité pour Afreximbank de reconnaître et de célébrer les réalisations exceptionnelles de ses clients et partenaires œuvrant pour faire progresser le développement économique de l'Afrique.

M. Mwenebungu a noté que la Banque avait joué un rôle de premier plan en matière d'arrangement de dette dans les principaux secteurs industriels d'Afrique et avait joué

un rôle déterminant dans la promotion de l'inclusion des normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans les structures de financement, favorisant ainsi leur application sur le continent et attirer des capitaux.

La Conférence sur les obligations, les prêts et les marchés de capitaux ESG en Afrique est le seul événement panafricain sur la dette réunissant des émetteurs d'obligations locaux et internationaux, des investisseurs, des institutions financières et des prestataires de services financiers de tout le continent. Avec la participation de plus de 1 060 emprunteurs seniors, émetteurs, régulateurs, banquiers, investisseurs, conseillers et représentants gouvernementaux de 383 entreprises et 46 pays, la conférence est reconnue comme le principal facilitateur de réunions d'affaires pour les marchés de capitaux africains et est la plus grande conférence d'affaires et d'investissement d'Afrique.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

Mercredi 24 avril 2024

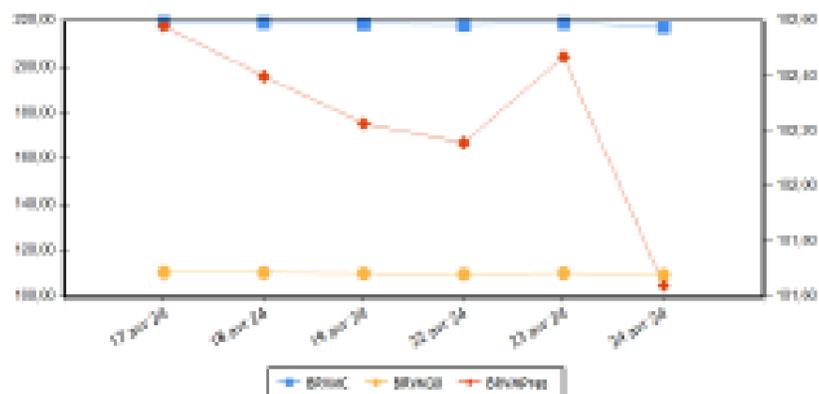
N° 79

BRVM COMPOSITE	217,41
Variation Jour	-0,70 %
Variation annuelle	1,52 %

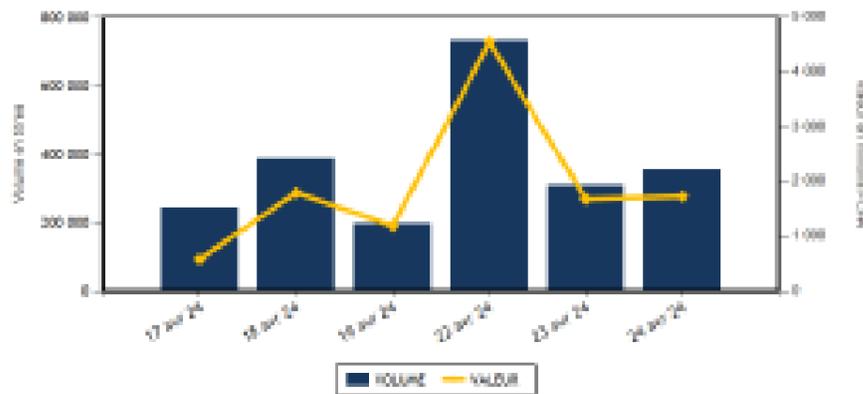
BRVM 30	109,49
Variation Jour	-0,64 %
Variation annuelle	1,52 %

BRVM PRESTIGE	101,64
Variation Jour	-0,81 %
Variation annuelle	0,17 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Parties B-Ventes)	8 088 251 261 046	-0,71 %
Valeur d'échange (Parties B-Ventes)	251 489	29,76 %
Valeur d'échange (FCFA) (Parties B-Ventes)	740 422 893	11,88 %
Nombre de titres échangés	41	10,81 %
Nombre de titres en hausse	10	+1,41 %
Nombre de titres en baisse	19	-13,70 %
Nombre de titres inchangés	12	7,09 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 290 146 430 440	-0,24 %
Valeur d'échange	99 539	-22,44 %
Valeur d'échange (FCFA)	983 792 892	-0,82 %
Nombre de titres échangés	14	66,67 %
Nombre de titres en hausse	4	100,00 %
Nombre de titres en baisse	4	100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NE-CERA CI (NEC)	799	7,19 %	2,76 %
FILTRAC CI (FTR)	2 000	3,63 %	6,79 %
TOTAL 3H (TTL)	2 419	1,88 %	-0,29 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGCI)	17 900	1,13 %	11,23 %
ECOMEX COTE D'IVOIRE (ECOM)	6 900	0,73 %	1,47 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NLI)	6 200	-4,50 %	-10,90 %
WIND ENERGY CI (WEC)	700	-3,90 %	-6,30 %
MINYER CI (MYC)	1 200	-3,65 %	23,09 %
CEI CI (CEI)	1 200	-3,47 %	-10,09 %
SAPH CI (SAP)	2 700	-2,93 %	-6,21 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	19	101,64	-0,81 %	0,17 %	73 174	279 000 115	4,29
BRVM-PRINCIPAL	36	105,06	-0,20 %	1,05 %	1 78 506	240 700 770	12,27

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,05	-1,85 %	1,01 %	12 940	27 057 200	10,23
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	536,57	-1,29 %	0,94 %	75 488	300 428 205	6,41
BRVM - FINANCES	15	85,68	0,19 %	2,42 %	140 280	301 030 846	6,60
BRVM - TRANSPORT	3	409,72	-0,76 %	20,20 %	2 779	1 963 040	7,10
BRVM - AGRICULTURE	5	166,55	-1,87 %	2,00 %	7 170	26 017 140	6,60
BRVM - DISTRIBUTION	7	313,68	-0,46 %	-4,49 %	11 301	14 020 320	11,40
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	974,77	0,64 %	-12,22 %	50	30 070	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen de marché	9,79
Taux de rendement moyen du marché	8,33
Taux de rentabilité moyen de marché	9,07
Nombre de sociétés cotées	48
Nombre de lignes obligataires	140
Valeur moyen annuel par titre	332 734,00
Valeur moyen annuelle par titre	1 002 958 887,08

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Taux moyen de liquidité	10,18
Taux moyen de rentabilité	22,03
Taux moyen de rendement	216,41
Taux moyen de couverture	48,21
Taux de rotation moyen de marché	0,02
Prime de risque de marché	4,46
Nombre de SCI participantes	29

Discussions

BRVM est un service de presse...
 BRVM est un service de presse...
 BRVM est un service de presse...

Partenaires

BRVM est un service de presse...
 BRVM est un service de presse...
 BRVM est un service de presse...

BORSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 11 av. Joseph Anzani
 Adresse : BP 3000 Abidjan 01
 Tél : +225 20 51 55 50 / +225 20 52 48 80
 Fax : +225 20 51 64 84
 Email : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

BVMAC

Socapalm compte distribuer 12 milliards FCFA à ses actionnaires pour le compte de l'exercice 2023

Les actionnaires de la Société camerounaise des palmeraies (Socapalm) devraient percevoir environ 11,89 milliards FCFA (18 millions d'euros) de dividendes pour le compte de l'exercice 2023, soit 2 600 FCFA/action, selon les états financiers (non consolidés) de l'entreprise. La filiale du luxembourgeois Socfin a, en effet, décidé de distribuer l'intégralité de son bénéfice annuel qui s'est amélioré de 12% en glissement annuel.

La performance de cet agro-industriel spécialisé dans la production d'huile de palme a été soutenue par une hausse de son activité ce qui s'est matérialisée par une embellie sur le chiffre d'affaires (+13%) à 87,8 milliards FCFA. «Cette hausse est consécutive à l'augmentation du prix de vente homologué de l'huile de palme

brute et d'une meilleure valorisation des palmistes qui sont venus contrebalancer la baisse de la production», justifie la société sans donner trop de précision sur ses volumes de production.

Pour les actionnaires boursiers, cette embellie va porter le dividende net, hors impôts sur les revenus des capitaux mobiliers, à 2 314 FCFA

contre 2 002,50 FCFA en 2022. Les actionnaires non cotés et domiciliés au Cameroun et à l'étranger (hors France) percevront 2 171 FCFA par action contre 2 210 FCFA pour les actionnaires domiciliés en France. Précisons que le projet d'affectation des résultats doit encore être validé en assemblée générale.



Ce 24 avril à la BVMAC, l'action Socapalm n'a pas connu de fluctuation particulière quoiqu'ayant enregistré une transaction de près de 30 millions FCFA.

Sikafinance.com

Projet «Baladna» de production de lait en poudre

La première phase de production débutera en 2026

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a affirmé, mercredi à Alger, que la première phase de production du projet de la société qatarie «Baladna», de production de lait en poudre dans le sud du pays, notamment dans la wilaya d'Adrar, débuterait en 2026.

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée avec le membre délégué de la société qatarie, Ramez Al Khayyat, en marge de la cérémonie de signature de l'accord-cadre entre son département ministériel et la société qatarie pour la réalisation de ce projet, M. Cherfa a souligné que «la production se fera en 4 phases, la première débutera à l'horizon 2026 et la dernière aura lieu 9 ans après le lancement du projet».

A cet effet, le ministre a indiqué que la signature qui a eu lieu, mercredi, sera suivie de la signature de plusieurs autres accords dans le cadre de la concrétisation de ce projet.

Il s'agit essentiellement des statuts de partenariat, la Convention entre actionnaires, l'accord d'acquisition de lait, outre celui relatif à la concession pour mettre 117.000 ha à la disposition de la joint-venture, selon les explications fournies par M. Cherfa.

Pour accompagner le projet et faciliter toutes les procé-

dures pour le démarrage des travaux cette année, il sera procédé à l'installation «en l'espace de 15 jours» d'une commission mixte composée de «Baladna», des administrateurs, des techniciens et des responsables locaux et une visite sera effectuée, jeudi, dans les zones où le projet sera réalisé.

Quant au financement, M. Cherfa a rappelé qu'il sera conjoint, à hauteur de 51 % de la part de la joint-venture qui sera créée et 49 % de crédits de banques algériennes. La joint-venture qui gèrera le projet sera détenue à 49% par le Fonds national d'investissement (FNI) et à 51% par la partie qatarie.

Le projet «Baladna» n'affectera pas les autres producteurs de lait, car les produits de la nouvelle société couvriront 50 % de la demande nationale de lait subventionné», a fait savoir le ministre, rappelant que la consommation nationale de lait est estimée à 5 milliards de litres/an.

Le premier objectif du projet est de répondre aux besoins nationaux, a-t-il ajouté, no-

tant que l'excédent de la production pourrait être orientée vers l'exportation.

M. Al Khayyat a, quant à lui, souligné que la signature de l'accord était intervenue après 20 mois d'études, de discussions et de planification, affirmant que la société «Baladna Al Djazair» était «le plus grand projet agricole et industriel intégré de production de lait en poudre au monde».

Le projet permettra, selon M. Al Khayyat de produire près de 194.000 tonnes de lait en poudre par an. Dans la première phase, une ferme sera aménagée pour répondre aux besoins en fourrage, une autre d'une capacité d'accueil de 50.000 têtes bovines sera conçue et des lignes de production modernes de lait en poudre installées.

A la neuvième année du projet, le nombre total de têtes bovines devrait atteindre 270.000, avec une production d'environ 1,7 milliard de litres de lait par an.

Le responsable a indiqué que la société investirait dans «la création de complexes dans différentes régions du pays, chacun comprenant une ferme où seront cultivés les produits de fourrage, une ferme d'élevage de bovins et une usine de lait en poudre», soulignant que la

société s'appuiera sur des fermes modernes pour fournir du fourrage, du maïs et du blé, ainsi que sur un système avancé de gestion de la santé des bovins.

S'agissant de la date du lancement des travaux du projet, M. Al Khayyat a révélé qu'elle était prévue pour octobre 2024, précisant que les études seront finalisées d'ici à deux ou trois mois.

Après avoir affirmé que la société Ouvrera également avec les éleveurs locaux en vue d'exploiter le lait qu'ils produisent, le même responsable a fait savoir que la société «Baladna» a atteint un taux élevé de productivité au Qatar qui s'élève à 40 litres/jour par vache.

Il a expliqué que le projet sera lancé par la production du lait en poudre dans un premier temps, avant de lancer la production de 250 autres produits, dont le lait en poudre infantile

Pour rappel, l'accord a été paraphé par la Directrice générale de l'investissement agricole et du foncier au ministère, Souad Assous, et le président du Conseil d'administration de la société «Baladna», Mohamad Moutaz Al-Khayyat, en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, du ministre

des Finances, Laâziz Faid, du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, et du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

Etaient présents également à la cérémonie de signature, le Conseiller auprès du Président de la République chargé des finances, des banques, du budget, des réserves de change, des marchés publics et des règlements internationaux, Mohamed Boukhari, le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, et des responsables de plusieurs institutions et organisations, ainsi que l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdelaziz Ali Al-Naama.

Cet accord porte sur la réalisation d'un projet structurant consistant à la création de fermes d'élevage intégrées de vaches laitières et de la production de lait en poudre, à travers ce partenariat entre la société qatarie «Baladna» et l'Etat algérien, représenté par le Fonds national d'investissement (FNI).

www.aps.dz

Atakpamé

Zongo Et Ses Environs Rassurent Les Candidats D'UNIR Pour Le Scrutin Du 29 Avril Prochain

Les candidats du parti UNIR, sont en opération de charme à travers tout le pays. Dans la préfecture d'Ogou, les candidats de ladite préfecture ont entamé la vitesse de croisière.

Ainsi, dans la matinée du 22 avril 2024, le quartier de Zongo a accueilli une délégation conduite par les candidats Georges Aidam et Yawa Kouigan respectivement tête de liste pour les régionales et les législatives. Ils étaient accompagnés des certains candidats notamment l'honorable

Ametodji Yaouvi, Wallar Aklesso, Lotty Ameyo, Avolontoh Dossou et Ametodji Hefatua. Avant de commencer l'opération de charme à l'endroit des électeurs, il a été question de faire une brève présentation des candidats présents à la population de Zongo. Les populations sont sorties



massivement pour écouter le message des candidats. La pré-

sence des candidats a été saluée par les leaders communautaires.

Le quartier a rassuré les candidats qu'ils sont venus en terrain déjà conquis et que Zongo avait d'ores et déjà choisi la continuité dans le progrès c'est pour cela qu'ils accorderont leur voix à Unir le 29 avril prochain. Les candidats et les autorités des sept collines ont sillonné dans la mi-journée Awoyo, Kamina et les villages environnantes, toujours dans le cadre de la campagne électorale pour les élections législatives et régionales.

<https://togodailynews.tg>

Santé au Togo

La SMPDD et l'EBB vent debout contre la drépanocytose en milieu scolaire

(Société Civile Médias) - Plus la drépanocytose est dépistée tôt, meilleure sera la prise en charge pour éviter des complications à l'avenir. Guidée par ce leitmotiv, l'association Solidarité Mondiale pour les Personnes Démunies et les Détenus (SMPDD) a initié, avec le soutien financier de l'association Evit Bugale Ar Bet (EBB), une séance de sensibilisation et de dépistage de la maladie en milieu scolaire dans les localités d'Amou Oblo, Patatoukou et Sodo, situées dans la région des Plateaux.

Ménée en collaboration avec le Centre National de Recherche et de Soins aux Drépanocytaires (CNRSD), l'initiative vise à sensibiliser et à dépister la drépanocytose, une maladie qui touche des millions de personnes à travers le monde, auprès des jeunes générations. Les séances ont effectivement démarré ce 23 avril 2024. La délégation est composée

d'une équipe de la SMPDD conduite par Joël Kessouagni, Directeur des programmes et point de contact pour EBB et celle du CNRSD sous la houlette du Docteur Magnang Hèzouwè, Directeur du Centre. « La mobilisation a été exemplaire au lycée d'Amou Oblo, où les élèves ont été sensibilisés de manière approfondie sur la drépanocytose par la délégation appuyée des membres d'asso-

ciations locales engagées dans la lutte contre cette maladie. Après une réunion avec le proviseur et le censeur, la sensibilisation a été menée de manière interactive, classe par classe, touchant ainsi des centaines d'élèves attentifs et concernés», indique le responsable de la délégation. Sur le terrain, ils étaient presque 3000 élèves à prendre part aux séances de sensibilisation et

à bénéficier du dépistage de la drépanocytose. Au lycée d'Amou Oblo, ils sont entre 1700 et 1800 élèves répartis en 23 classes. Au lycée de Sodo, 500 élèves ont été rassemblés pour une séance de sensibilisation de masse alors qu'environ 300 élèves ont également participé activement à la session de sensibilisation au collège de Patatoukou. « L'importance de la prévention dans la lutte contre la drépanocytose ne peut être suffisamment soulignée. En sensibilisant les jeunes dès leur scolarité, nous contribuons à promouvoir une meilleure compréhension de la maladie et des mesures préventives nécessaires. C'est un pas essentiel vers un avenir plus sain et informé pour nos

communautés locales », ajoute le responsable de la délégation. L'ensemble des élèves ont démontré un fort intérêt pour cette initiative de sensibilisation, menée par la SMPDD et le CNRSD, et axée sur la prévention et la santé, soulignant l'importance accordée à cette cause par la communauté éducative. Les sensibilisations ont été suivies par des échanges et discussions interactives et informatives. Ce qui souligne l'intérêt des élèves bénéficiaires de cette campagne de sensibilisation. Les activités prennent fin, dans l'ensemble des trois localités, le 26 avril 2024.

LIGA

C'est officiel : Xavi reste sur le banc du FC Barcelone

Xavi change son fusil d'épaule. Comme pressenti depuis mercredi, l'entraîneur du FC Barcelone, qui avait annoncé fin janvier qu'il quitterait le club cet été, va finalement poursuivre l'aventure dans son club de cœur. L'ancien milieu de terrain du club et son président Joan Laporta l'ont annoncé jeudi lors d'une conférence de presse.

Cette fois, c'est acté. Comme pressenti depuis quelques heures, Xavi a finalement accepté de rester au Barça la saison prochaine, malgré une annonce de départ fin janvier. «Il a exprimé sa joie de rester ici et poursuivre ce projet, a annoncé le président Joan Laporta ce jeudi en conférence de presse. Il a beaucoup d'ambition. Nous sommes certains qu'il s'agit de la meilleure nouvelle possible pour notre club. La stabilité est l'une des choses les plus importantes pour

mener un bien un projet. C'est vital (...) Nous n'avons jamais cherché un autre entraîneur.» Bien décidé à faire ses valises en début d'année, Xavi fait donc marche arrière. «J'ai senti la confiance du président, de la direction et des joueurs, s'est-il justifié. Ce projet n'est pas encore fini. Moi, mon staff et tout le club avons la force pour réaliser des choses importantes et continuer à mener à bien ce projet. Tout le monde sait mon attachement pour ce club. Ce projet doit se pour-

suivre, nous devons continuer à travailler dur, c'est pour cela que j'ai changé d'avis.»

CE N'EST PAS UNE QUESTION D'EGO

Après avoir rencontré ses dirigeants mercredi, le technicien a assuré avoir «compris» qu'il s'agissait de la «meilleure décision» en «l'espace de quelques minutes». «Les supporters m'ont donné beaucoup d'amour, j'en ai vu dans les rues et ils m'ont dit de continuer. J'ai pu voir leur

excitation. L'année prochaine, nous allons continuer de travailler dur», a promis l'ancien milieu de terrain, «certain» que le Barça est «proche» d'atteindre les objectifs fixés. «En janvier, je pensais qu'il valait mieux partir, mais maintenant, je vois ça de manière différente. Je suis très reconnaissant, je pense que c'est la meilleure décision, a-t-il ajouté. Aujourd'hui (jeudi), nous avons réalisé l'un des meilleurs entraînements de la saison, c'était incroyable. J'ai parlé à mes joueurs de la réunion, et j'ai dit que j'avais la force et l'envie de poursuivre ce projet.» «Ce n'est pas une question d'ego, ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de club, j'aime le Barça», a insisté Xavi, qui était arrivé sur le banc

de son club de cœur en 2021, à l'un des moments les plus difficiles de l'histoire de Barcelone, dans une situation économique et sportive catastrophique après le départ de Lionel Messi. Si certaines rumeurs évoquaient des possibles garanties pour Xavi, notamment sur l'arrivée de renforts sur le mercato, ce dernier a démenti. «On cherche à renforcer l'équipe, mais je n'ai posé aucune condition pour rester, non (...) Je n'aurais pas encaissé un seul euro en cas de départ, le président le sait. Cela aurait été pour le prochain entraîneur», a-t-il assuré, parlant plutôt d'un «consensus» à trouver entre les toutes les composantes du club. «Nous sommes tous avec lui», a résumé Laporta en guise de conclusion.

LES ECHOS DE LA CAMPAGNE



SANI YAYA, candidat unir à l'étal

Grand MEETING à Ketao

JEUDI 25 AVRIL 2024

Nouvelle Gare Routière de Ketao, derrière EPP Ketao Tokide

08h 00

ICI C'EST KETAO ET C'EST UNIR

